



B1250-Direction des ressources humaines - VGP-

DECISION DU PRESIDENT N°dP.2024.014

Personnel Territorial - Recours à un contractuel sur un poste existant à la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc

LE PRÉSIDENT,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
- Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L 313-1, L.332-8, L.332-13, L.332-14, L.332-23, L.332-24, L.343-1, L.333-1, L.333-12 et L.352-4 ;
- Vu la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, modifié en dernier lieu par le décret n° 2021-846 du 29 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- Vu les statuts de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc ;
- Vu la délibération du Conseil communautaire de Versailles Grand Parc n° D.2022.02.04 du 15 février 2022, portant délégation de compétences au Président et au Bureau de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc pour la mandature 2020-2026 ;
- Vu la délibération n°2016-10-17 du Conseil communautaire du 11 octobre 2016 portant sur les régimes indemnitaires applicables à la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc ;
- Viser la délibération du Conseil communautaire de Versailles Grand Parc n°2021.02.13 du 9 février 2021 relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- Vu le tableau des effectifs adopté au 02/04/2024;
- Vu le budget principal de l'exercice en cours et les suivants et l'affectation des dépenses et recettes correspondantes.

Contexte

Le recours aux agents contractuels est strictement encadré par le code général de la fonction publique (CGFP). En effet, l'article L. 311-1 du CGFP précise que les emplois civils permanents des collectivités territoriales doivent être occupés par des fonctionnaires. Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du CGFP des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels territoriaux.

Pour des besoins de continuité du service, des agents contractuels territoriaux peuvent être recrutés pour occuper des emplois permanents des collectivités et établissements afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-4.

Les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 332-8 du CGFP sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Le contrat est renouvelable dans la limite maximale de six ans. Au terme de cette durée, la reconduction ne peut avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Ainsi, le Président est amené à se prononcer sur l'ouverture des postes mentionnés ci-après au recrutement d'agents contractuels à temps complet sur le fondement de l'article L. 332-8-2 du CGFP.

Il convient de préciser que ces recrutements de contractuel n'occasionnent pas de création d'emploi au sein de la collectivité.

A cet effet, il convient de définir les emplois correspondants : nature des fonctions, missions, niveau de recrutement et rémunération.

Le Président décide :

- 1) d'autoriser l'ouverture au recrutement d'un poste d'agent contractuel à temps complet assurant les fonctions de Responsable des projets Innovation, enseignement supérieur et recherche au sein de la direction du Développement économique, Ville intelligente et durable.
De formation supérieure universitaire, école de commerce, Bac + 4 et/ou avec une expérience significative dans le domaine du développement économique territorial en collectivité l'agent aura pour principales missions de coordonner les projets liés à l'innovation, d'assurer le lien avec les acteurs de R&D publics/privés, les Start-Ups, l'enseignement supérieur.
L'indice de rémunération sera déterminé sur la grille indiciaire des attachés territoriaux en fonction des diplômes et de l'expérience. Le régime indemnitaire sera défini dans les limites de celui accordé aux attachés territoriaux.
- 2) d'autoriser l'ouverture au recrutement d'un poste d'agent contractuel à temps complet assurant les fonctions de chargé de mission « mobilités » au sein de la direction de l'aménagement et des déplacements.
De formation supérieure Bac+4 (diplôme d'études supérieures en transport et mobilité, aménagement du territoire...) et/ou avec une expérience significative dans le domaine. L'agent aura pour principales missions de suivre l'offre bus, de s'assurer du bon fonctionnement des parking-relais et des gares routières et de la bonne réalisation des missions déléguées. Il participera aux actions visant à améliorer l'information voyageurs au niveau des pôles d'échange multimodaux et aux trois plans de déplacement inter-entreprises. Il assurera une veille et un suivi du fonctionnement quotidien des lignes Transilien, du RER et des lignes de tramway du territoire. Il suivra les projets de développement ferroviaire. Il assurera une veille, un suivi et promouvra les services alternatifs à la voiture individuelle.
L'indice de rémunération sera déterminé sur la grille indiciaire des attachés territoriaux en fonction des diplômes et de l'expérience. Le régime indemnitaire sera défini dans les limites de celui accordé aux attachés territoriaux.
- 3) dit que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits du budget de l'exercice en cours et des suivants ;
- 4) d'autoriser son représentant à signer tout document s'y rapportant.
